

Demain

al-Balagh, 1er mars 1945

Il ne fait aucun doute que ces séances que tient la Chambre des communes britannique depuis mardi constituent une manifestation magnifique de la vie démocratique, dont la Grande-Bretagne peut légitimement s'enorgueillir, et dans laquelle le peuple britannique peut à bon droit voir la justification de tous les efforts qu'il a déployés, de toutes les épreuves qu'il a endurées, et de tous les sacrifices qu'il a consentis tout au long de cette guerre. Ce n'est pas peu de chose qu'un Premier ministre se lève et expose les affaires de la guerre et de la politique avec une telle franchise, non seulement devant la Chambre des communes, mais devant le monde entier. Ce n'est pas peu de chose non plus que des députés britanniques se lèvent pour critiquer la conduite de leur propre gouvernement en matière de politique et de guerre avec une franchise, une rigueur et une liberté dépassant même celles dont le Premier ministre lui-même a fait preuve en exposant ces mêmes affaires de politique et de guerre.

Tout cela est d'une réelle importance — c'est la substance même dont se compose la gloire de la démocratie en général, et la gloire de la démocratie britannique en particulier. La préserver vaut bien le prix considérable qu'en paie la démocratie, que paie la Grande-Bretagne elle-même ; car c'est précisément cela qui rend la vie digne de la dignité humaine, digne de ce à quoi aspirent les individus et les collectivités, dans les nations civilisées, en matière d'élévation vers les hauts idéaux, et de rapprochement du progrès et de la perfection.

Il ne fait aucun doute que cette liberté splendide est de nature à susciter, dans le cœur des peuples civilisés, des sentiments d'admiration et d'estime, ainsi que d'autres sentiments traduisant un désir sincère de voir cette liberté devenir universelle, dont jouiraient tous les peuples civilisés exactement comme en jouissent les Britanniques, et dont se délecteraient tous les peuples civilisés exactement comme s'en délectent les Britanniques. Mais il ne fait pas moins de doute qu'un écart considérable sépare encore les peuples civilisés du monde de cette liberté britannique d'exposer et de défendre sa propre opinion. Il suffit de remarquer que la Grande-Bretagne, malgré tous les sacrifices qu'elle a consentis dans cette guerre, malgré toutes les horreurs de la guerre qu'elle a rencontrées, malgré toutes les catastrophes de la guerre qu'elle

a affrontées, n'a jamais, pour autant, été empêchée de jouir de cette magnifique liberté politique — alors qu'il existe, dans le monde, des nations qui n'ont subi qu'une fraction des horreurs de la guerre subies par les Anglais, qui n'ont affronté qu'une fraction des catastrophes de la guerre affrontées par les Anglais, et qui, pourtant, ne jouissent que d'une fraction de la liberté d'opinion dont jouissent les Anglais.

J'ai déjà dit que M. Churchill et ses collègues députés britanniques ne parlaient pas seulement les uns aux autres, mais parlaient au monde entier, exposant à l'humanité civilisée tout entière la ligne politique que la Grande-Bretagne a suivie à la conférence de Crimée. Certains l'ont approuvée entièrement, d'autres s'en sont entièrement indignés, et d'autres encore ont suivi une voie médiane, approuvant certaines choses et en critiquant d'autres. Il est fort probable que le débat s'achèvera ce soir, à la Chambre des communes, par une déclaration de confiance envers le gouvernement britannique, et l'approbation de sa conduite politique à cette conférence.

M. Churchill a remporté cette confiance dans des circonstances où il n'a jamais atteint, en exposant les problèmes politiques, un degré de franchise comparable à celui qu'il a atteint cette fois-ci ; car les Britanniques apprécient la guerre et ses nécessités, apprécient les efforts considérables déployés par leur Premier ministre pour gérer les affaires de la guerre et sortir leur pays de ses difficultés, et savent qu'il est l'homme qui doit mener cette guerre jusqu'à son terme. La confiance en lui, ces jours-ci, est l'une des nécessités de la guerre, aux yeux des Britanniques. Mais ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que le peuple britannique lui-même n'est pas pleinement satisfait de la politique étrangère de son propre gouvernement. Il l'accepte, et la soutient, parce que son propre intérêt, durant la guerre, lui impose cette acceptation et ce soutien, et parce que s'en détourner exposerait ses intérêts au danger — mais c'est là une chose, et la satisfaction réelle à l'égard de cette politique étrangère en est une autre.

Rien ne le prouve mieux que le fait qu'un groupe de députés britanniques, dont certains issus du propre parti du Premier ministre, rejettent absolument la position du gouvernement britannique sur le problème polonais. Ils ont poussé ce rejet jusqu'à une véritable vigueur, proposant un amendement à la motion de confiance présentée par M. Churchill devant la Chambre, et demandant à celle-ci de déclarer son regret que le gouvernement britannique n'ait pas honoré l'engagement pris envers la Pologne de protéger l'intégrité du territoire polonais et de

garantir son indépendance sans réserve. Si cet amendement avait été accepté, il aurait mis en péril la position même du gouvernement britannique ; c'est pour cette raison même qu'il ne fut pas accepté, rejeté par une écrasante majorité de députés. Il est probable que ceux qui l'ont présenté savaient parfaitement qu'il ne serait pas accepté, mais voulaient exprimer leur propre opinion, clairement et explicitement, et faire porter à cette expression une certaine part de reproche envers le gouvernement — pour n'avoir pas tenu ses promesses envers la Pologne d'une part, et pour avoir cédé devant son alliée russe d'autre part.

Si telle est la situation au sein même de la Chambre des communes britannique, et si M. Churchill ne s'adressait pas aux seuls Britanniques, mais au monde entier, il est alors naturel que son discours soit reçu diversement par l'opinion mondiale : certains l'accueillant avec approbation, d'autres avec critique, et d'autres encore avec beaucoup de réserve et de prudence.

La conférence de Crimée a réglé les affaires de la guerre d'une manière que le monde ignore encore entièrement, et qu'il apprendra peu à peu, à mesure que sera exécuté le plan établi. Elle a réglé les affaires politiques d'une manière dont le monde connaît une part, mais dont il semble ignorer encore beaucoup, malgré ce discours franc et clair que M. Churchill a prononcé à la Chambre des communes. La preuve la plus claire en est que M. Roosevelt, président des États-Unis, a lui-même déclaré aux journalistes que la conférence de Crimée avait conclu des accords secrets, qui seront révélés lorsque leur révélation sera jugée opportune. Il existe donc encore des points inconnus de ce sur quoi se sont réellement entendus les trois hommes réunis à Yalta. Et même les points connus, parmi ce qu'a décidé cette conférence, n'ont pas rencontré l'approbation de toutes les nations libérées.

La question polonaise est soit parfaitement claire, soit tout à fait obscure — et il n'y a là rien d'étonnant. Le gouvernement polonais résidant à Londres rejette ce que la conférence a décidé à son sujet ; le gouvernement polonais résidant en Pologne l'accepte ; les Polonais dispersés dans le reste du monde sont eux-mêmes profondément divisés à ce sujet ; et le peuple polonais lui-même n'a pas encore dit son mot, de sorte que son propre avis demeure inconnu. Rien n'est clair, sinon la volonté des trois Alliés réunis en Crimée. Plus étrange encore, le gouvernement britannique n'a pas encore retiré sa reconnaissance au gouvernement polonais de Londres, et continuera de le reconnaître jusqu'à ce que soit établi le gouvernement polonais provisoire dont les

trois ont décidé la création — et Dieu seul sait quand ce gouvernement sera établi.

L'indignation de la France était parfaitement manifeste la semaine dernière, et il est certain que ce que M. Churchill a déclaré, dans son discours, au sujet de la France — si gracieux fût-il — n'était pas de nature à apaiser, à lui seul, cette indignation. Mais cette indignation a commencé, sans nul doute, à s'apaiser, car les Alliés ont pris, en vue de satisfaire la France, des mesures positives d'une réelle valeur. Les États-Unis ont signé avec la France un accord économique de la plus haute importance, lui permettant de renforcer son armée et de relancer rapidement son industrie, en vertu de la loi prêt-bail ; et la Grande-Bretagne, de son côté, a invité le ministre français des Affaires étrangères à Londres, lui a exposé les décisions de la conférence tenue en Crimée, et lui a fait connaître les intentions de la Grande-Bretagne envers la France, ainsi que son souci de renforcer la coopération franco-britannique.

M. Churchill a déclaré que la Grande-Bretagne reconnaît à la France un rang privilégié en Méditerranée orientale, et qu'elle a déployé, et continuera de déployer, des efforts pour arranger les affaires entre la France d'une part, et la Syrie et le Liban d'autre part. Il est fort probable que l'alliance tant attendue entre la France et la Grande-Bretagne sera conclue prochainement. Tout cela signifie que les deux puissances anglo-saxonnes tiennent à satisfaire la France, et prennent, à cette fin, des mesures décisives, afin d'établir un véritable équilibre entre elles-mêmes et la Russie dans leurs relations respectives avec le peuple français.

Quant aux pays du Proche-Orient, M. Churchill en a parlé devant la Chambre des communes en des termes qui ne sont pas dépourvus de matière à réflexion : il se félicite de l'entrée de ses États dans les Nations unies, reconnaît le mérite de l'aide apportée par l'Égypte aux Alliés, espère que la Turquie obtiendra le rang international qu'elle mérite, reproche à la Turquie son retard à rejoindre les Nations unies, confirme la reconnaissance déjà accordée à l'indépendance de la Syrie et du Liban, affirme son propre souci de rapprocher ces deux États de la France, mais déclare franchement qu'il ne tentera de résoudre les problèmes du Proche-Orient qu'une fois la guerre terminée. Comme les choses seraient plus simples si les problèmes du Proche-Orient étaient résolus avant même la tenue de la conférence de paix !

Il ne fait absolument aucun doute que le plus grand bien serait que les États du Proche-Orient se rendent à la conférence de paix satisfaits et rassurés, confiants, ne ressentant ni crainte ni inquiétude, ne songeant qu'à apporter l'effort, modeste mais fécond, dont ils disposent à la construction du monde nouveau, et à l'organisation de la paix et à la garantie de la sécurité dans ces pays arabes, dont l'importance géographique, politique et économique grandit de jour en jour.

Il y a une différence considérable entre le fait, pour ces États orientaux, de se rendre à la conférence pour défendre leur propre existence et leur propre indépendance, avant de prendre part, seulement ensuite, à l'organisation des affaires du monde nouveau, et le fait, pour ces mêmes États, de s'y rendre déjà assurés de leur propre existence et de leur véritable indépendance, libres de se consacrer entièrement à la participation à l'organisation générale de la paix. Ce second cas les pousserait bien mieux à agir avec force, franchise, honnêteté et sincérité. Mais ils s'y rendront, en l'état actuel des choses, prudents et anxieux, ne faisant pas un pas sans se demander quel effet ce pas pourrait avoir sur leur propre destin et leur propre avenir. On comprend que la conférence de paix soit censée décider du sort des nations vaincues, non des nations victorieuses. Quoi qu'il en soit, les États de l'Orient arabe n'ont jamais, à aucun jour, été mis à l'épreuve comme ils le sont aujourd'hui. Le moins que l'on puisse exiger d'eux, désormais, c'est qu'ils demeurent vigilants, déterminés à décider de leur propre destin d'une manière conforme à leurs droits et à leur dignité d'une part, et à prendre part, honnêtement et sincèrement, à l'édification du monde nouveau, appelé à remplir la terre de justice, après qu'elle eut été remplie d'injustice, d'autre part.